

REPORT D'ELECTIONS EN CENTRAFRIQUE ?

Les 3 options de **Kag SANOUSSI**, Président de
l'Institut International de Gestion des Conflits -IIGC



Nous avons connu et connaissons, hélas, des crises dans différents pays. Celle de la RCA est vraiment particulière, à bien des égards.

Et pourtant, le seul choix responsable qui demeure possible est celui de la pacification des cœurs, du désarmement, de la réconciliation entre les communautés (ethniques, religieuses, politiques), d'une meilleure responsabilisation de la communauté internationale et des acteurs aux intérêts particuliers.

A défaut, ce merveilleux pays qu'est la Centrafrique risque bien pire qu'une forme accentuée d'une « somalisation », une insécurité pérenne, une économie malade et une population de plus en plus précarisée, malgré les énormes richesses du pays.

Un sursaut patriotique est plus que nécessaire face l'évolution de la situation et des imbroglios successifs.

L'adoption d'une nouvelle constitution, l'élection d'un nouveau (d'une nouvelle) Président(e) de l'État, d'un nouveau parlement, etc. sont censées apporter les fondements nécessaires de la nouvelle Centrafrique où le travail d'appartenance à la même nation doit se poursuivre afin de réduire (à défaut de les annuler), les clivages ethniques et religieux. Mais surtout ramener la sécurité en RCA pour tous les enfants de Barthélémy BOGANDA.

Mais, au regard des réalités actuelles :

- persistance de l'insécurité. Les derniers développements de Bambari, Bria, Mbrés, Dékoa, Grimari, Batangafo, Bouar, Baboua, Carnot prouvent malheureusement la persistance de ce climat, malgré des légers mieux observés ici et là,
- difficiles recensements dus à l'insécurité mais également aux questions d'ordre matérielles et organisationnelles,
- absence d'une liste électorale digne de foi,
- insuffisance des moyens affectés pour les activités électorales,
- une période de pluie attendue pour le mois d'octobre, avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer au niveau de la mobilité des populations ainsi que des candidats, etc.

Il semble quasi irréaliste ou aventureux de maintenir les élections au 18 octobre comme envisagé initialement par l'Autorité Nationale des Elections.

Comment alors annoncer un report d'élections dans un pays où la fin de la Transition a été reportée à plusieurs reprises ?

Comment s'assurer qu'avec un report, les conditions pour tenir les élections pourraient s'améliorer ?

Comment convaincre et se convaincre qu'on ne parlera pas à la prochaine échéance d'un nouveau report ?

Selon nous, trois options se présentent à la RCA ainsi qu'aux partenaires internationaux :

Option 1 : Maintenir les élections d'octobre.

Cela suppose que de bonne foi, tous les acteurs acceptent que les consultations ne puissent pas se faire dans les zones où l'insécurité règne, mais aussi avec une liste électorale imparfaite et ou incomplète.

Une telle décision reviendrait à miser fortement sur la suite avec un Exécutif et un Législatif sortis des urnes. Cette légitimité (bien que résultant seulement d'une partie de la population) pourrait permettre aux autorités de disposer de plus de moyens, d'une plus grande liberté d'action que n'a pu avoir la Transition actuelle.

Comment permettre à un pays de s'en sortir s'il n'a pas en mains les leviers de sa guérison ? Cette question est d'actualité pour la Transition actuelle à qui on peut légitimement adresser des critiques, mais ; reconnaissons-le, qui n'a jamais eu tous les leviers, disons, les plus essentiels en mains pour mener convenablement sa mission.

Option 2 : Faire un report technique d'environ un mois pour tenir les élections à la mi-novembre.

Cette décision aura pour avantage de sortir de la zone des pluies, ce qui peut jouer positivement sur le taux de participation des populations et la mobilité des candidats.

Il faudra aussi que durant cette période, **les forces internationales de la MINUSCA soient plus énergiques à "imposer" une discipline aux bandes armées qui continuent de créer le désordre en RCA.**

Ce petit délai supplémentaire pourrait également être mis à profit pour parachever les opérations d'enregistrement aussi bien en Centrafrique que dans la diaspora.

Une telle décision comporte malgré tout deux inconnus :

- 1- Les moyens manquants pour conduire convenablement les élections seront-ils au rendez-vous ?
- 2- Les partenaires internationaux joueront-ils le bon jeu et soutenir significativement le pays ?

Nous devons cependant être réalistes sur le fait que sauf extraordinaire, la sécurité ne sera pas totale dans le pays durant ce laps de temps. Il y aura sans doute un léger mieux, mais pas à la hauteur des espérances pour permettre une libre circulation des personnes sur l'ensemble du territoire.

De fait, il demeure possible qu'une partie de la population ne puisse malheureusement pas participer aux élections. Il s'agira d'un processus à la « malienne » ; un choix difficile, mais nécessaire pour avancer.

De plus, aussi bien pour l'option1 que l'option2, la conscience doit être attirée sur le fait que le désarmement des cœurs, la réconciliation des communautés demeurent une priorité à poursuivre et à concrétiser.

Option 3 : le grand pas. Report d'au moins un an !

Instaurer un dialogue sincère sur les différents reports tout en regardant de face la situation du pays.

- Nécessité de remettre sur pieds des FACA Républicains en y faisant un ménage nécessaire en vue de renouer et ou de nouer une confiance avec le peuple
- Ramener la sécurité partout en RCA grâce aux FACA Républicains et l'appui des forces internationales
- Remettre à plat les listes électorales, le découpage électoral
- Réconcilier les Centrafricains et Centrafricaines des différentes communautés et recréer ensemble la Maison Commune
- Conduire les opérations DDRR
- etc.

LES 3 OPTIONS

- 1- *Maintenir les élections d'octobre et accepter une élection comme à la « malienne »*
- 2- *Faire un report d'un mois et espérer un léger mieux en misant sur l'avenir*
- 3- *Faire le grand saut en reportant d'au-moins un an avec une prolongation de la Transition ou une nouvelle Transition.*

Sur la base d'une évaluation sérieuse du travail à faire et à finaliser, des moyens existants et à venir, un choix audacieux devra être fait pour **reporter d'un an à deux ans maximum les élections.**

Et cela suppose donc une **troisième Transition !**

Une nouvelle question émergera alors de savoir s'il faut ou non prolonger le mandat de la Transition actuelle avec une feuille de route revue ou s'il faut envisager la mise sur pieds de nouvelles équipes ?

Dans tous les cas, le rôle de la communauté internationale est primordial.

Elle doit œuvrer plus efficacement aux côtés des Centrafricains qui parfois se posent la question de savoir si cette même communauté internationale n'est pas, par moment le problème ; tant il est

parfois difficile de comprendre avec clarté tous les actes posés ou non posés; comme par exemple celui du désarmement des bandes armées.

Mais le plus important, serait la capacité des acteurs Centrafricains à pouvoir échanger au-delà des calculs personnels et en mettant au-dessus de tout, l'intérêt général.

Une phase de grande médiation, de grande négociation stratégique et républicaine s'avère ainsi nécessaire entre les différents acteurs pour aller dans cette troisième option. Ce faisant, tous les acteurs doivent faciliter ces négociations indispensables !

En RCA, malgré les efforts déployés par la Transition et une certaine évolution de la situation, l'essentiel du vivre-ensemble reste encore une réalité lointaine ou approximative. Il y a lieu de s'attaquer fortement à ce chantier grâce auquel, la RCA pourrait se conjuguer à la même personne par tous ses enfants.

Les élections ne règlent pas et ne régleront pas automatiquement tous les problèmes de la RCA. Il faudra s'y atteler avec détermination :

Œuvrer pour une meilleure cohésion entre les Centrafricains en abordant courageusement tous les problèmes aussi bien ethniques, religieux, économiques, politiques qui handicapent la bonne marche du pays.

Poursuivre l'œuvre d'une réhabilitation républicaine des FACA ainsi que leur déploiement sur toute l'étendue du territoire.

La classe politique centrafricaine, la société civile, la diaspora, etc. ... doivent ensemble **s'inscrire dans un sursaut patriotique et républicain** pour mener de front ce redressement indispensable du pays en mettant de côté les intérêts et calculs personnels.

La communauté internationale doit davantage agir. Agir efficacement avec les moyens appropriés et promis. Elle ne doit pas se détourner de la RCA malgré la longueur de la crise et la lassitude qui peut, hélas, gagner ses agents.

Paris, le 6 septembre 2015

Kag SANOUSSI

Président de l'Institut International de
Gestion des Conflits

www.institut-international-gestion-conflits.org